



CHAPITRE 74

CHAPTER 74

Loi modifiant la charte de la cité de Lachine

An Act to amend the charter of the city of Lachine

[Sanctionnée le 23 février 1956]

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Lachine a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1946, c. 61, s. 4, am.

1. L'article 4 du chapitre 61 de la loi 10 George VI, est modifié en remplaçant le troisième alinéa, par le suivant:

Cotisation spéciale.

"Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue du front ou de la superficie de leurs propriétés, conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), et, à cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux."

Noms de rues, etc., changés.

2. Le conseil peut, par résolution, donner ou changer les noms des rues, allées et places publiques.

Preamble.

WHEREAS the city of Lachine has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86, and the acts amending it be further amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1946, c. 61, s. 4, am.

1. Section 4 of chapter 61 of the act 10 George VI, is amended by replacing the third paragraph, by the following:

Special assessment.

"The cost of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or the area of their properties, in conformity with the by-laws of the city and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233), and for this purpose, the city is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works."

Name of streets, etc., changed.

2. The council may, by resolution, name or change the names of streets, alleys and public places.

Pension
autorisée.

3. Le conseil de la cité peut, par règlement, accorder, à même le fonds général de la cité, à Ernest A. Naylor, une pension de retraite n'excédant pas six cents dollars (\$600.00) par année.

3. The city council may, by by-law, grant, out of the general fund of the city, to Ernest A. Naylor, a retiring pension not exceeding six hundred dollars (\$600.00) per annum.

Règle-
ment de
zonage
autorisé.

4. Nonobstant les dispositions de l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 78, le conseil pourra adopter un règlement, amendant le règlement numéro 1003 du conseil de la cité de Lachine, concernant le zonage:

4. Notwithstanding the provisions of section 15 of the act 9 George VI, chapter 78, the council may adopt a by-law to amend by-law number 1003 of the council of the city of Lachine, with respect to zoning:

a) afin de permettre l'exploitation d'un commerce de première classe dans l'immeuble portant le numéro civique 180, 12ème Avenue, Lachine, situé sur le lot numéro six cent vingt (620) du cadastre officiel de la ville de Lachine, en sus de celui existant actuellement;

a. in order to permit the operation of a business of the first class in the immovable bearing civic number 180, 12th Avenue, Lachine, situated on lot number six hundred and twenty (620) on the official cadastre for the town of Lachine, in addition to the business presently existing;

b) afin de permettre les commerces de deuxième classe sur cette partie de la rue Piché, entre la 18ème Avenue et la 19ème Avenue, située dans la zone 5.

b. in order to permit second class business on that part of Piché street, between 18th Avenue and 19th Avenue, situated in zone 5.

Approba-
tion non
requis.

Il ne sera pas nécessaire que ce règlement soit soumis à l'approbation des électeurs propriétaires.

Such by-law shall not require to be submitted for the approval of the elector-
Approval
not
required.

Règle-
ment sur
les in-
dustries.

5. Nonobstant les dispositions de l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 78, le conseil pourra adopter un règlement, afin de permettre la construction et l'opération d'industries sur les lots numéros neuf cent un (901), neuf cent deux (902) et neuf cent trois (903) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, faisant partie de la zone 14, tel qu'établie par le règlement numéro 1003, concernant le zonage.

5. Notwithstanding the provisions of section 15 of the act 9 George VI, chapter 78, the council may adopt a by-law to permit the erection and operation of industries on lots numbers nine hundred and one (901), nine hundred and two (902) and nine hundred and three (903) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, being a part of zone 14 as established by by-law number 1003, with respect to zoning.

Genres.

Ce règlement devra déterminer les genres d'industries qui seront permises.

Such by-law shall determine the kinds
Kinds.

Approba-
tion non
requis.

Il ne sera pas nécessaire que ce règlement soit soumis à l'approbation des électeurs propriétaires.

Such by-law shall not require to be submitted for the approval of the elector-
Approval
not
required.

Évalua-
tion de
certains
biens.

6. Chaque année budgétaire de taxation municipale pendant la période commençant le premier janvier 1957 et finissant le 31 décembre 1961, toute propriété imposable de la Northern Electric Company Limited, de ses successeurs ou ayants droit, selon que telle propriété imposable pourra exister de temps en temps, en chacune de ces années budgétaires respectives, dans les limites de la cité de Lachine, sera évaluée, pour fins

6. In each fiscal year of municipal taxation during the period beginning on the first of January, 1957, and ending on the 31st of December, 1961, any taxable property of Northern Electric Company Limited, its successors or assigns, as such taxable property may exist from time to time, in each of such respective fiscal years, within the limits of the city of Lachine, shall be valued for tax purposes, notwithstanding section 2 of
Valuation
of certain
property.

de taxation, nonobstant l'article 2 de la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, ou toute autre loi au contraire, comme suit:

a) pour ce qui est des terrains, constructions et autres propriétés, maintenant ou à l'avenir imposables, s'il en est, constituant la troisième usine érigée ou en opération de la Northern Electric Company Limited et pour ce qui est de chacun et de tous les outillages, machineries et accessoires, maintenant ou à l'avenir en possession de la Northern Electric Company Limited, et se trouvant dans ladite troisième usine, à un montant minimum de six cent mille dollars, mais ne dépassant pas cinquante pour cent de l'évaluation municipale seulement;

b) toutefois, la valeur réelle devra apparaître au rôle d'évaluation;

c) cette commutation est subordonnée au fonctionnement régulier et normal de l'industrie et au paiement de gages et salaires raisonnables.

Exemption de taxes.

7. Les propriétés, terrains et autres immeubles appartenant à la "Young Men's Christian Association" seront exempts de taxes scolaires et de cotisations tant que ces propriétés, terrains et immeubles appartiendront à ladite association et qu'elle en aura l'administration.

1912, c. 61, a. 3, ab. **8.** L'article 3 du chapitre 61 de la loi 2 George V, est abrogé.

1913, c. 57, a. 13, ab. **9.** L'article 13 du chapitre 57 de la loi 3 George V, est abrogé.

1948, c. 56, a. 7, ab. **10.** L'article 7 du chapitre 56 de la loi 12 George VI, est abrogé.

1909, c. 86, a. 52, ab. **11.** L'article 52 du chapitre 86 de la loi 9 Édouard VII, est abrogé.

Entrée en vigueur. **12.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the Municipal Aid Prohibition Act, chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, or any other act to the contrary, as follows:

a. as to the lands, buildings and other properties, now or hereafter taxable, if any, constituting the third plant erected or operated by Northern Electric Company Limited, and as to all or any equipment, machinery and accessories now or hereafter in the possession of Northern Electric Company Limited and situated in the said third plant, at a minimum amount of six hundred thousand dollars but not exceeding fifty per cent of the municipal valuation alone;

b. nevertheless the actual value shall be entered on the valuation roll;

c. such commutation shall be subject to the regular and normal operation of the industry and to the payment of reasonable wages and salaries.

7. The properties, lands and other im- Tax exemption.
moveables belonging to the Young Men's Christian Association shall be exempt from school taxes and assessments as long as such properties, lands and immoveables shall belong to and be administered by the said association.

8. Section 3 of the act 2 George V, 1912, c. 61, s. 3, chapter 61, is repealed. repealed.

9. Section 13 of the act 3 George V, 1913, c. 57, s. 13, chapter 57, is repealed. repealed.

10. Section 7 of the act 12 George VI, chapter 56, is repealed. 1948, c. 56, s. 7, repealed.

11. Section 52 of the act 9 Edward VII, chapter 86, is repealed. 1909, c. 86, s. 52, repealed.

12. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.